

Négos du groupe TC: la Commission des relations de travail accepte de sauter l'étape de la CIP

À la demande de l'AFPC, la Commission des relations de travail et de l'emploi dans le secteur public fédéral a accepté de sauter l'étape laborieuse de la commission de l'intérêt public (CIP) pour les négociations du groupe TC.

L'AFPC en avait fait la demande après avoir [déclaré l'impasse en mai](#). Après deux jours de [médiation les 16 et 17 juillet](#), la Commission a jugé qu'une CIP ne permettrait probablement pas aux parties d'en venir à une entente.

Un des principaux points d'achoppement demeure l'offre salariale insultante du Conseil du Trésor, soit moins de 1 % d'augmentation par année, ce qui se résume à une baisse de salaire pour les fonctionnaires fédéraux compte tenu de l'explosion du coût de la vie.

Le Conseil du Trésor se montre également intraitable par rapport aux grandes priorités de nos membres, comme la sécurité d'emploi, les ajustements au marché, la bonification du régime de retraite, les protections liées à la santé génésique, les protections contre l'IA, l'amélioration des congés et une meilleure conciliation travail-vie personnelle.

L'équipe de négo du groupe TC examine actuellement la décision de la Commission des relations de travail et déterminera bientôt les prochaines étapes.